

# Dynamique de la consommation de lait et de produits laitiers en Tunisie

R. Khaldi<sup>1</sup>, A. Naili<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Enseignant - chercheur, INRAT (Tunisie)

<sup>2</sup> Enseignant - chercheur, ISCAE - Université Tunis III (Tunisie)

---

**Résumé.** Cet article présente l'évolution en Tunisie des paramètres démo-économiques, l'évolution de la consommation des LPL et quelques éléments de prospective. On observe en Tunisie depuis 1975 une évolution positive des paramètres démographiques, une réduction de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté, une progression des salaires minima ainsi qu'une meilleure répartition des revenus (tendance à la baisse du coefficient de GINI). L'analyse montre que la consommation du lait et des produits laitiers ne cesse de s'accroître et cette évolution devrait se poursuivre à un rythme élevé. Certaines firmes (Danone, Yoplait..) se sont associées à des entreprises tunisiennes montrant par là l'intérêt qu'elle porte à la dynamique des marchés tunisiens.

**Abstract.** *This paper presents the evolution of the demographic and economic parameters, the evolution of the LPL consumption and some forward-looking elements in Tunisia. Since 1975 it has been noticed a positive change of the demographic parameters, a reduction of the population living below the poverty line, an increase of the minimum wages as well as a better distribution of income (downward trend of the coefficient of GINI). The analysis shows that the dairy products consumption keeps on increasing and this evolution should continue at a high rhythm. Certain firms (Danone, Yoplait...) have entered into partnership with Tunisian companies showing thus their interest in the dynamics of the Tunisian markets.*

## I – Introduction

Durant les deux dernières décennies, la demande alimentaire a subi des transformations profondes comme conséquence des changements structurels de la société. Les habitudes alimentaires du tunisien des années 90 ne sont plus celles des années 70. La demande est surtout diversifiée et le consommateur est de plus en plus exigeant non seulement du point de vue quantité mais aussi du point de vue qualité. Les facteurs déterminants de ces changements sont bien connus (Khaldi R. et Naili A., 1995) : l'amélioration des revenus, la forte urbanisation, l'influence des médias, l'ouverture sur l'extérieur, le développement et la diversification de l'offre alimentaire (locale ou importée), les politiques de l'offre (prix, investissements...) et les efforts d'éducation nutritionnelle.

Ces changements sont très visibles dans le cas du lait et des produits laitiers liés essentiellement à l'organisation de la filière et l'amélioration de ses performances.

La configuration de la filière a changé au cours des quinze dernières années suite à la modification de l'orientation de la politique laitière. Celle-ci avait favorisé le développement de l'industrie laitière à base d'importation de lait en poudre. Depuis le milieu des années 80, la politique laitière a encouragé la production laitière locale, la collecte et les investissements privés dans le secteur.

On observe depuis une augmentation des investissements surtout dans le cadre des Sociétés de Mise en Valeur et du Développement Agricole (SMVDA qui correspondent à l'introduction du capital privé dans l'agriculture). La production a été encouragée par le relèvement des prix à la production. Outre le prix, la multiplication des centres de collecte bénéficiant actuellement d'une subvention de l'ordre de 35 millimes / litre (1 dinar = 1000 millimes) a influé sur l'amélioration des performances. Ces centres ont poussé les éleveurs à moderniser les conditions de stabulation et à écouler un produit de meilleure qualité répondant aux normes. La Tunisie est passée rapidement d'une situation d'insuffisance de la production et de déficit de la balance des produits laitiers à une situation de surproduction au cours des der-

nières années, à tel point que la politique laitière se préoccupe aujourd'hui de la question de la gestion des surplus. Durant cette période, il est remarquable de noter une extension des zones de production en dehors des bassins laitiers traditionnels (dans le Nord) et un développement de l'élevage hors sol dans le Centre et le Sud du pays (Gouvernorats de Sfax, Mahdia, Monastir).

L'industrie laitière a aussi connu un développement très rapide de ses capacités de production grâce aux investissements privés attirés par la dynamique des marchés. Elle a élargi la gamme de ses produits et amélioré la qualité. Elle s'est associée à des entreprises leaders au niveau international (BSN Danone, SODIAL Yoplait, EMMI-Suisse). La grande distribution a joué aussi un rôle important par le développement de la chaîne du froid.

Ce contexte étant posé, ce papier traite essentiellement de la dynamique de la consommation et se base sur les données des enquêtes budget-consommation réalisées par l'Institut National de la Statistique sur les vingt dernières années. Nous aborderons successivement les paramètres démo-économiques, l'évolution de la consommation et l'analyse prospective.

## II - Paramètres démo-économiques

### 1. Caractéristiques démographiques

La population tunisienne était estimée en 1995 à environ 9 millions d'habitants. Le taux de croissance annuel moyen est de l'ordre de 1,65 %, il était de 3 % au début des années 1970. La population urbaine est devenue prépondérante à partir de 1980, elle constitue actuellement plus de 60 % de la population totale. Les taux de natalité et de mortalité ont fortement baissé et on admet généralement que la Tunisie a achevé la phase dite de "transition démographique". La mortalité infantile est de 30 pour 1000 naissances (tableau 1).

**Tableau 1. Evolution des caractéristiques démographiques**

	1970	1980	1985	1990	1995
Population (millions)	5,10	6,40	7,20	8,20	8,90
Taux de croissance annuel moyen (%)	3,00	2,76	2,46	0,02	1,65
Population urbaine (%)	43,20	52,20	54,20	0,60	61,00
Population rurale (%)	56,80	47,80	45,80	0,41	39,00
accroissement/an de la population urbaine (%)	4,59	3,13	4,53	2,16	-
accroissement/an de la population rurale (%)	0,75	1,47	0,16	0,89	-
Taux de natalité (%)	3,91	3,50	3,13	2,54	2,27
Taux de mortalité (%)	1,30	0,76	0,67	0,64	0,58
Taux de mortalité infantile (%)	9,20	7,00	6,20	5,70	3,00
Taux global de fécondité	17,10	13,05	12,41	10,30	8,20

Source : INS, Annuaires statistiques de la Tunisie.

La population pauvre est estimée à environ 6 % de la population totale, soit 559 000 individus dont les deux tiers se situent en milieu urbain (tableau 2).

**Tableau 2. Effectifs de la population pauvre (en milliers)**

	1975	1980	1985	1990	1995*
<b>Population défavorisée</b>					
en milliers	1 233	823	554	544	559
en %	22,0	12,9	7,7	6,7	6,2
<b>Urbains</b>					
en milliers	700	393	325	354	389
en%	26,5	11,8	8,4	7,3	7,1
<b>Ruraux</b>					
en milliers	523	430	229	190	170
en %	18,0	14,1	7,0	5,7	4,9

source : :INS.

\* 1995 :source Rép.Tunisienne/PNUD.

## 2. Salaires et dépenses

Les salaires minima (SMIG et SMAG) ont évolué à un rythme différent durant les trente dernières années. On remarque un écart non négligeable entre la rémunération des salariés en milieu urbain et celle des ouvriers agricoles, lié probablement au coût plus élevé de la vie dans les villes (tableau 3).

**Tableau 3. Evolution des salaires minima (en dinars courants)**

Année	1971	1976	1981	1986	1991	1996
SMIG 40 heures	18,027	25,133	55,586	93,066	114,706	147,000
SMIG 48 heures	21,682	30,160	64,704	105,048	130,016	167,000
SMAG journalier	0,600	0,900	2,000	2,990	3,761	4,961

Source : INS.

Les dépenses moyennes par personne et par an étaient en 1995 de 965,7 dinars, pour l'essentiel consacrées à l'alimentation qui reste le poste le plus important dans le budget des ménages (364 dinars par personne et par an). Toutefois, le coefficient budgétaire de l'alimentation suit une tendance régulière à la baisse depuis trente ans. En 1970, il représentait 50 %, il n'est plus que de 37,7 %. Viennent ensuite les dépenses consacrées au logement, à l'habillement et aux dépenses de santé. Ces dernières ont pratiquement été multipliées par deux en vingt cinq ans (tableaux 4 et 5).

**Tableau 4. Structure des dépenses (en dinars courants)**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995
Alimentation	35,9	61,3	103,5	183,5	286,1	363,7
Habitation	13,7	41,0	71,9	130,6	157,6	214,6
Habillement	9,4	13,0	21,1	28,3	72,6	114,5
Hygiène et soins	3,1	7,2	14,2	33,0	62,6	92,3
Transport et télécom	2,0	6,9	12,2	42,3	58,8	84,2
Enseig. Loisirs et culture	7,2	11,7	18,9	39,8	61	82,9
Autres dépenses		5,0	6,1	13,0	19,2	13,5
<b>Total</b>	<b>71,3</b>	<b>146,1</b>	<b>247,9</b>	<b>470,5</b>	<b>717,9</b>	<b>965,7</b>

Source : INS.

**Tableau 5. Evolution des coefficients budgétaires (en %)**

	1970	1975	1980	1985	1990	1995
Alimentation	50,3	41,7	41,7	39,0	40	37,7
Habitation	19,3	27,9	29,0	27,7	22	22,2
Habillement	13,2	8,8	8,5	6,0	10,2	11,8
Hygiène et soins	4,3	5,4	5,7	7,0	8,7	9,6
Transport et télécom	2,8	4,7	4,9	9,0	8,2	8,7
Enseig.Loisirs et culture	10,1	8,0	7,7	8,5	8,2	8,5
Autres dépenses		3,5	2,5	2,8	2,7	1,5
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Source : INS

### 3. Répartition des revenus

Il est difficile d'analyser la répartition des revenus stricto sensu, car les enquêtes budget-consommation se basent sur la déclaration des dépenses par les ménages enquêtés et par conséquent les indicateurs de la répartition des revenus sont en fait des indicateurs de la distribution des dépenses, les dépenses totales étant assimilées au revenu total.

Le revenu moyen par tête d'habitant augmente en zone urbaine et en zone rurale mais l'écart reste pratiquement constant (rapport de 1 à 2) en faveur des populations urbaines. Par contre, l'écart entre les niveaux de revenus extrêmes par région se réduit (tableau 6).

**Tableau 6. Evolution du revenu moyen par tête d'habitant (en dinars courants/an)**

Année	1975	1980	1985	1990	1995
Ensemble pays	147	248	471	716	966
Zone urbaine (1)	192	332	619	890	1209
Zone rurale (2)	106	157	294	460	581
(1)/(2)	1,81	2,11	2,11	1,93	2,08
District Tunis	260	403	725	1007	1 289
Nord-Est	132	239	450	760	958
Nord-Ouest	98	169	284	501	677
Centre-Ouest	103	168	324	502	586
Centre-Est	175	255	544	806	1 275
Sud	120	242	382	570	728
<b>Ecart entre rev.extrêmes</b>	<b>2,65</b>	<b>2,40</b>	<b>2,55</b>	<b>2,01</b>	<b>2,20</b>

Source : INS

La répartition des revenus par catégories socio-professionnelles (CSP) révèle une plus grande inégalité entre les CSP extrêmes (en haut de l'échelle se trouvent les cadres et les professions libérales supérieures et les ouvriers agricoles en bas de l'échelle) : le rapport était en 1995 de 4,7. Toutefois, cet écart s'est réduit puisqu'il était de 7,4 en 1980 (tableau 7).

**Tableau 7. Evolution des dépenses moyennes par tête selon les CSP (en dinars courants/an)**

Année	1980	1985	1990	1995
Cadres et prof. Libérales supérieures	1 017	1 500	1 619	2 591
Cadres et prof. Libérales moyennes	478	842	1 165	1 566
Autres employés	384	768	952	1 314
Patrons dans l'industrie, comm. & services	428	907	1 093	1 583
Indépendants dans l'industrie, comm. & services	292	456	754	908
Ouvriers non-agricoles	231	405	608	766
Exploitants agricoles	171	344	574	729
Ouvriers agricoles	137	268	406	543
Retraités	258	561	840	1 290
Autres inactifs				935
<b>Ensemble</b>	<b>248</b>	<b>471</b>	<b>716</b>	<b>966</b>

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

Le coefficient de GINI tend à diminuer. Il est égal actuellement à 40 %. Là où il est le plus faible, traduisant une répartition plus égalitaire, c'est dans le sud où il est égal à 33,8 %. Par contre, les coefficients les plus élevés (plus de 39 %), sont enregistrés dans le district de Tunis et dans les Gouvernorats avoisinants (Région du Nord Est) (tableau 8).

**Tableau 8. Coefficients de GINI**

Année	1975	1980	1985	1990
Ensemble pays	44,0	43,0	43,4	40,1
Zone urbaine	42,9	39,6	41,1	37,4
Zone rurale	39,7	37,5	36,4	35,4
District Tunis	-	41,3	42,5	39,2
Nord-Est	44,0	42,8	39,6	39,6
Nord-Ouest	41,0	40,0	37,2	37,7
Centre-Est	38,0	40,6	40,8	37,7
Centre-Ouest	39,0	41,9	39,2	36,7
Sud	40,0	37,9	37,7	33,8

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

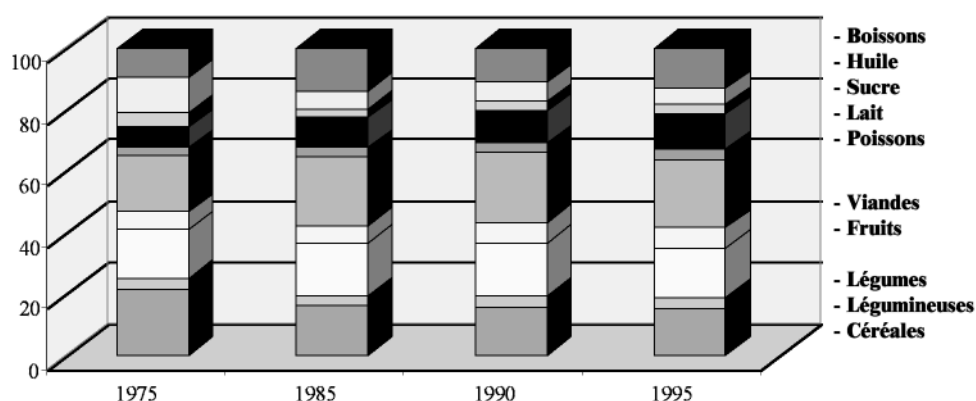
#### 4. Structure des dépenses alimentaires

S'agissant de la structure des dépenses alimentaires, les viandes et volailles arrivent en tête (22 %) suivies des légumes (16 %) puis des céréales (15 %). Les produits laitiers représentent 11,5 % des dépenses alimentaires.

Depuis 1975, on remarque trois tendances (graphique 1) :

- L'accroissement de la part des fruits, des viandes, des poissons, des produits laitiers et des boissons.
- La diminution de la part des céréales des sucres et des corps gras.
- La stagnation de la part des légumineuses et légumes dans le budget alimentaire.

**Graphique 1. Evolution de la structure des dépenses**



Source : INS

### III – Evolution de la consommation

#### 1. Identification des laits et des produits laitiers

Les catégories de lait et produits laitiers consommés en Tunisie sont :

##### A. Lait et produits laitiers industriels

- Lait industriel présenté en bouteilles plastiques et paquets comportant une gamme très diversifiée de laits (du lait stérilisé UHT, du lait stérilisé entier, du lait stérilisé demi-écrémé, du lait stérilisé écrémé, des laits aromatisés...);
- Lait concentré ;
- Petit lait (Leben) et lait caillé (Raieb) ;
- Yaourts en pots ;
- Desserts lactés (flan, crèmes desserts, mousses...);
- Fromages (pâtes molles, gruyères, bleus, fromages hollandais...);
- Beurres et margarines.

##### B. Produits laitiers non industriels

- Lait frais en vrac (qui passe par le circuit des colporteurs) ;
- Smen (beurre chauffé et concentré) ;
- Petit lait (Leben) et lait caillé (Raieb) ;
- Beurre artisanal ;
- Fromages artisanaux.

#### 2. La consommation du lait et des produits laitiers

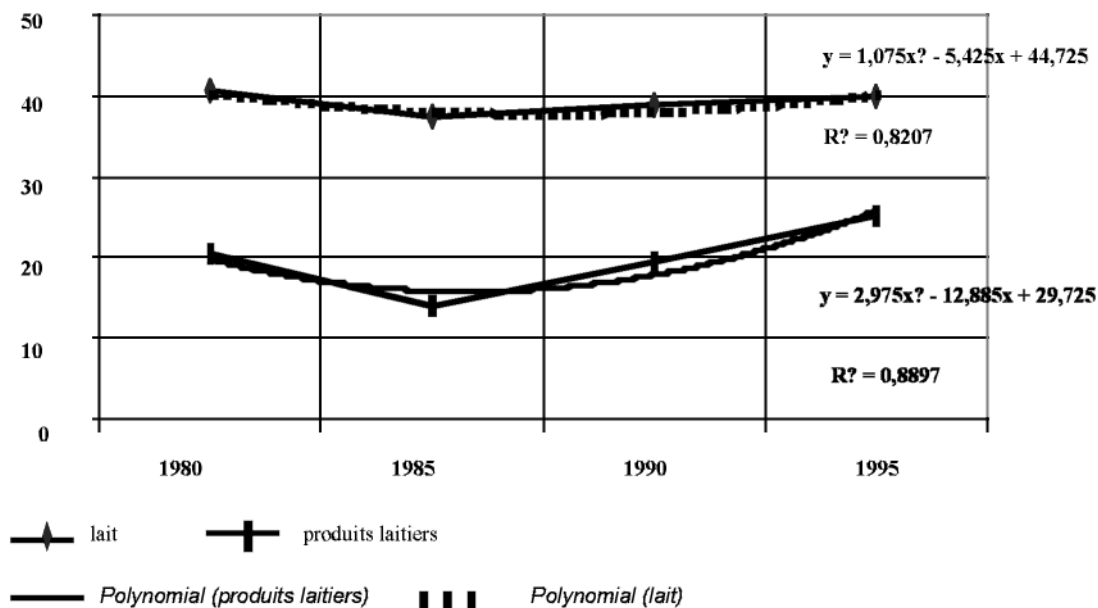
Globalement la consommation du lait et des produits laitiers a légèrement augmenté passant de 60 kg (en équivalent lait frais) en moyenne /pers/an à 65 kg sur la période 1980-1995. Toutefois, on observe une stagnation de la consommation du lait à 40 kg alors que celle des produits laitiers augmente régulièrement depuis 1985 (graphique 2).

Les bilans des disponibilités rendent compte d'un niveau plus élevé de consommation en moyenne d'environ 90 kg/pers/an de 1980 à 1997 (graphique 3).

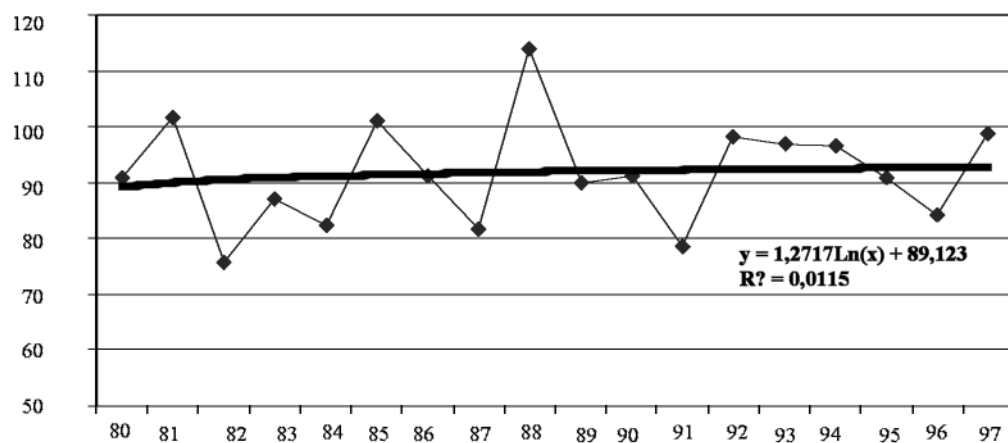
On peut observer un écart important entre le milieu urbain et le milieu rural, écart qui s'aggrave au fil du temps. Actuellement, on consomme deux fois plus de lait et de produits laitiers en ville qu'à la campagne. En moyenne on consomme en milieu urbain 81,4 kg et 39,8 kg en milieu rural, soit environ deux fois moins. L'écart s'explique surtout par la faiblesse de la consommation des produits laitiers en zone rurale (trois fois moins qu'en milieu urbain) (graphiques 4 et 5).

Au niveau tendanciel, la consommation totale en zone communale augmente alors qu'elle baisse en zone rurale (tableau 9) passant de 46,4 kg à 39,8 kg.

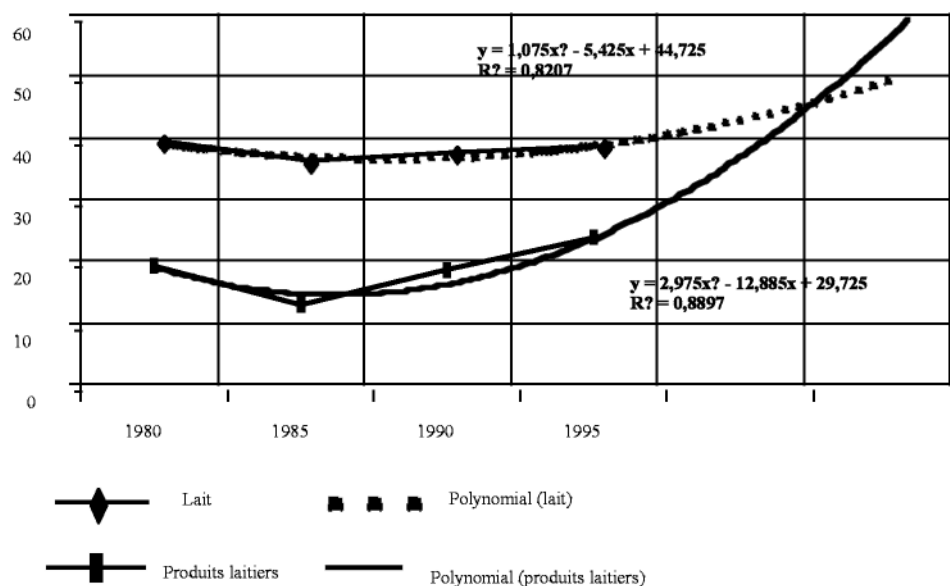
**Graphique 2. Tendence de la consommation moyenne**



**Graphique 3. Bilan de disponibilités (en kg)**



**Graphique 4. Evolution prospective de la consommation moyenne**



Graphique 5. Evolution prospective de la consommation urbaine

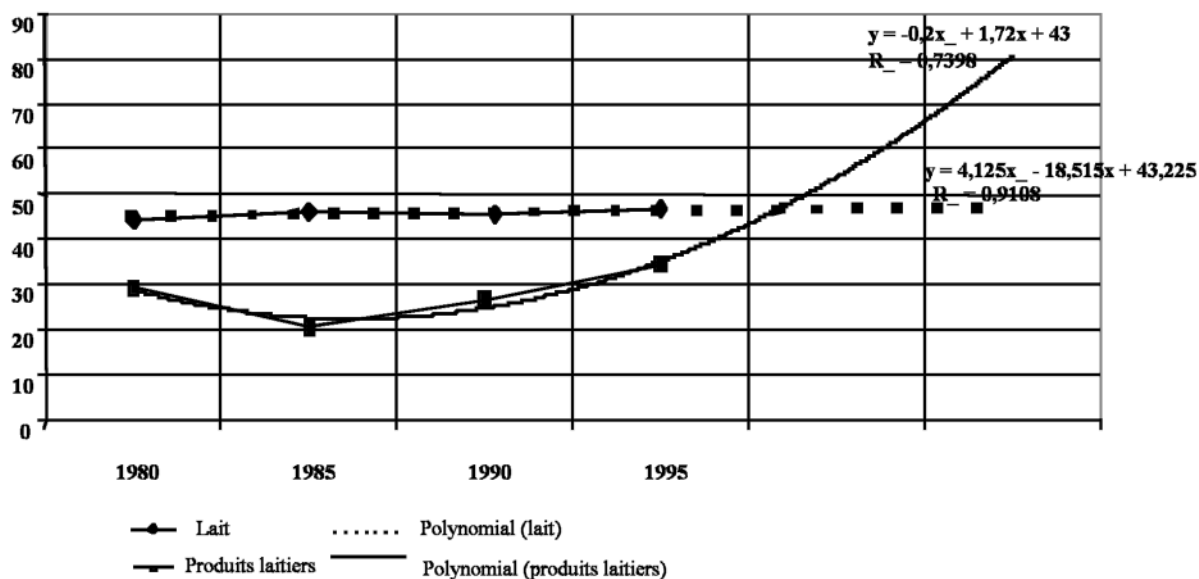


Tableau 9. Evolution de la consommation par milieu en kg/pers/an

	Moyenne Nationale			Zone Communale			Zone Rurale		
	Lait	Produits Laitiers	total	Lait	Produits laitiers	total	Lait	Produits laitiers	total
1980	40,6	20,4	61,0	44,3	29,5	73,8	36,4	10,0	46,4
1985	37,5	14,1	51,6	46,3	20,7	67,0	26,4	3,8	30,2
1990	38,8	19,6	58,4	45,7	26,8	72,5	28,6	8,6	37,2
1995	40,0	25,2	65,2	46,9	34,5	81,4	29,3	10,5	39,8

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

La baisse observée en milieu rural s'explique en partie par la baisse de l'autoconsommation qui a régressé de 26 à 16 kg pour le lait et de 5 g à 3 kg pour les produits laitiers (tableau 10). Elle pourrait aussi être imputée à l'accroissement du prix à la production encourageant la commercialisation du lait d'une part et à des phénomènes de substitution entre produits laitiers de la ferme et produits laitiers industriels.

Tableau 10, Part de l'auto-consommation (en %)

		Moyenne Nationale	Urbaine	Rurale
1975	lait	42,7	8	78,8
	produits laitiers	16,1	7,2	58,6
1980	lait	32,7	4	72,4
	produits laitiers	11,7	1,3	46,6
1985	lait	22,9	4,1	64,4
	produits laitiers	5,4	0,5	39,5
1990	lait	21,4	2,8	60,7
	produits laitiers	7,8	-	47,3
1995	lait	18,4	4,5	53,6
	produits laitiers	5,4	0,6	25,0

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

Par produit, le lait est de loin le produit le plus consommé. Depuis 1980, il s'est stabilisé autour de 40 kg/personne/ an en moyenne. Pour les autres produits tels que le lait concentré, le lait en poudre, les yaourts, le beurre, le smen et le fromage, les quantités moyennes pour l'année 1995 étaient les suivantes :

**Tableau 11. La consommation de lait et des produits laitiers en 1995**

	1995 (en kg)
Lait frais et industriel	40,0
Lait concentré*	0,1
Lait en poudre*	-
Yaourt (nombre de pots)	28
Beurre et smen*	0,9
Fromage*	0,4

\*Les quantités sont données en kg, non converties en équivalent lait frais.

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

Le lait concentré tend à disparaître, il était davantage consommé dans le Sud et le Centre Ouest en 1980. Cela s'explique par la non disponibilité du lait frais dans ces régions. Le lait en poudre a toujours été faiblement consommé, il a pratiquement disparu des habitudes dans les années 90. Le yaourt est en nette progression en moyenne mais dans certaines régions il régresse (District de Tunis, Nord Est et Sud).

Cette évolution est difficile à interpréter, il faudrait la confronter ultérieurement à d'autres sources d'information. De même pour le beurre et le smen qu'il est difficile de différencier des phénomènes de substitution (produit traditionnel/produit industriel) ont pu se produire à l'intérieur de ce groupe de produit sachant qu'on peut assimiler le smen à du beurre traditionnel fabriqué artisanalement. Le fromage par contre, est de plus en plus consommé mais reste un produit de luxe.

Au niveau régional, il y a des écarts parfois très importants. A titre d'exemple pour le lait, on en consomme deux fois plus dans le district de Tunis (58,5 kg) que dans le Centre-Ouest (27,5 kg) considérée avec le Nord-Ouest comme une des régions les plus défavorisées. L'écart est encore plus important pour le yaourt : 41 pots dans le district de Tunis et 12 pots dans le Centre-Ouest. Le fromage est surtout consommé au District de Tunis, 8 fois plus que dans le Centre Ouest (tableau 12).

Selon les catégories socio-professionnelles (CSP), la consommation du lait montre un écart de 1 à 2 entre la catégorie la plus élevée (cadres et professions libérales supérieures) et la catégorie en bas de l'échelle (ouvriers agricoles). Par contre l'écart est très important pour les yaourts (soit de 1 à 7) (tableau 13).

L'évolution montre un accroissement pour les cadres et professions libérales supérieures et la catégorie des patrons dans l'industrie, le commerce et les services tandis que pour les autres catégories on observe soit une légère baisse soit une stagnation de la consommation de lait.

S'agissant de l'évolution de la consommation des yaourts, les tendances sont plus difficiles à saisir. A l'échelle nationale, la consommation augmente en 1990 puis baisse en 1995. Ceci est valable pour la plupart des catégories sauf pour les exploitants agricoles (où elle stagne) et les ouvriers agricoles (où elle continue d'augmenter). Ces chiffres devraient être comparés à ceux de l'industrie laitière.

**Tableau 12, Evolution de la consommation par produit selon la région (en kg/pers/an)**

	1980	1985	1990	1995
Lait frais et industriel	40,6	37,5	38,8	40,0
district Tunis	-	59,5	56,3	58,5
Nord-Est	52,1	36,8	42,4	47,0
Nord-Ouest	52,1	45,9	41,0	40,4
Centre-Ouest	38,7	23,0	23,4	27,5
Centre-Est	26,9	26,7	29	32,3
Sud	23,3	27,6	37,4	37,2
Lait concentré	0,6	0,1	0,2	0,1
district Tunis	-	0,1	0,3	0,2
Nord-Est	0,7	0,2	0,1	0,1
Nord-Ouest	0,4	-	0,1	0,1
Centre-Ouest	0,7	-	0,1	0,1
Centre-Est	0,3	0,1	0,1	0,1
Sud	0,8	0,4	0,3	0,3
Lait en poudre	0,1	0,1	0,1	-
district Tunis	-	-	0,1	-
Nord-Est	0,1	-	0,1	-
Nord-Ouest	0,1	-	0,1	-
Centre-Ouest	0,1	-	0,1	-
Centre-Est	0,1	-	0,1	-
Sud	0,1	-	0,2	-
Yaourt (en nbre de pots)	19	22	26	28
district Tunis	-	50	58	41
Nord-Est	29	27	28	22
Nord-Ouest	9	10	13	17
Centre-Ouest	7	16	16	12
Centre-Est	15	36	37	40
Sud	19	27	33	25
Beurre et smen	0,7	0,3	0,6	0,9
district Tunis	-	1,0	1,6	1,5
Nord-Est	1,1	0,4	0,7	1,1
Nord-Ouest	0,5	0,2	0,4	0,6
Centre-Ouest	0,4	0,2	0,2	0,4
Centre-Est	0,6	0,2	0,4	0,9
Sud	0,5	0,2	0,5	0,7
Fromage	0,1	0,2	0,2	0,4
district Tunis	-	0,6	0,5	0,8
Nord-Est	0,1	0,1	0,2	0,3
Nord-Ouest	0,0	-	0,1	0,3
Centre-Ouest	0,1	-	-	0,1
Centre-Est	0,1	0,1	0,1	0,3
Sud	0,1	0,1	0,2	0,2

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

**Tableau 13. Evolution de la consommation du lait et des produits laitiers par CSP**

	1980		1990		1995	
	Lait	Yaourts	Lait	Yaourts	Lait	Yaourts
Cadres et prof. libérales supérieures	58,9	82,0	59,3	95,0	62,4	83,0
Cadres et prof. libérales moyens	58,0	48,0	56,1	70,0	54,8	55,0
Autres employés	57,4	50,0	53,3	56,0	52,4	46,0
Patrons dans l'industrie, comm. & services	46,8	34,0	-	-	59,4	52,0
Indépendants dans l'industrie, comm. & services	44,8	19,0	38,8	34,0	40,9	30,0
Ouvriers non-agricoles	36,4	21,0	36,9	31,0	37,6	24,0
Exploitants agricoles	44,1	6,0	32,8	12,0	35,4	12,0
Ouvriers agricoles	28,4	5,0	24,8	10,0	28,4	12,0
Retraités	39,4	20,0	40,2	29,0	45,7	30,0
Autres inactifs					36,3	25,0
<b>Ensemble</b>	<b>40,6</b>	<b>19,0</b>	<b>38,8</b>	<b>33,0</b>	<b>40,0</b>	<b>28,0</b>

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

### 3. Apports nutritifs

Selon l'enquête nationale sur la consommation des ménages en 1995, le lait et les produits laitiers et les œufs contribuent fortement pour les apports en calcium (34,4 % du total de la ration) et en riboflavine (22,1 %). Ces proportions sont respectivement de 36,9 % et 24 % en milieu urbain, 29,5 % et 18,8 % en milieu rural (tableau 14).

**Tableau 14. Apports du lait, des produits laitiers & œufs (en % du total de la ration)**

	Urbain	Rural	Moyenne Nationale
calories	6,1	3,4	5,0
protéines	9,4	5,5	7,8
glucides	2,8	1,3	2,2
calcium	36,9	29,5	34,4
fer	5,3	3,4	4,6
réthinol	17,2	12,8	15,7
thiamine	20,4	6,2	14,3
riboflavine	24,0	18,8	22,1
niacine	2,2	1,2	1,8
acide ascorbique	1,4	1,1	1,3

Source : INS, Enquêtes Budget et consommation des ménages.

Plus spécifiquement concernant le calcium, la part de ce groupe de produit dans les apports totaux a baissé de 38,7 % en 1980 à 34,4 % en 1995. Cela s'explique par la diversification de la ration alimentaire et de l'accroissement des apports en provenance des légumes, légumineuses et condiments, les fruits, les viandes et les poissons.

## IV – Eléments de prospective

L'analyse prospective permet de déterminer le profil futur de la consommation du lait et des produits laitiers. Pour la moyenne de la consommation nationale, les produits laitiers (en équivalent lait frais) devraient dépasser le lait au début des années 2000. Elle pourrait se situer en 2005 à 60 kg/personne/an pour les produits laitiers et à 50 kg pour le lait, soit au total 110 kg (graphique 4).

En milieu urbain, la consommation future se stabiliserait à 45 kg pour le lait alors qu'elle continuerait d'augmenter fortement pour les produits laitiers pour atteindre en 2005, 80 kg en moyenne /personne/an soit au total 125 kg (graphique 5).

En milieu rural, les tendances sont différentes et étant donné le bas niveau de la consommation à la fin des années 90, celle-ci devrait augmenter pour les catégories de produits. Pour le lait, elle devrait atteindre en 2005 les 55 kg et pour les produits laitiers les 35 kg soit au total 90 kg/personne/an en moyenne (graphique 6).

### Références

- **Khalidi R., Naili A.** (1995).- *Analyse des politiques de la sécurité alimentaire en Tunisie.*- In Options Méditerranéennes n°26, p. 91-106.
- **Khalidi R.** (1997).- *Dynamique de la consommation alimentaire en Tunisie et ses facteurs déterminants.*- Papier présenté à la table ronde organisée par le CREDIF et l'Association Femmes pour Développement durable, 3 avril 1997 Tunis.
- **Ministère de l'agriculture, Direction Générale de la Planification, du Développement et des Investissements agricoles** (plusieurs années)- *Annuaire des Statistiques Agricoles.*

- **Ministère du développement économique, Institut national de la statistique** (plusieurs années).- *Enquêtes nationales sur le budget, la consommation et le niveau de vie des ménages.*
- **Ministère du développement économique, Institut national de la statistique** (plusieurs années).- *Annuaire statistiques de la Tunisie.*
- **Ministère du développement économique, Institut national de la statistique** (1994).- *Recensement général de la population et de l'habitat 1994, caractéristiques économiques de la population.*

